



CAMP DE DÉPLACÉS INTERNES

RUKBAN

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Afrique du Nord et Moyen-Orient

Pola Anquetil-Barba
Juillet 2020



CAMPS DE DÉPLACÉS INTERNES D'AL- RUKBAN

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP	03
Localisation du camp	03
Contexte historique de la création du camp	04
La population accueillie	05
LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE	07
LA GESTION DU CAMP	09
Les gestionnaires du camp	09
Statut des résidents et protections internationales	11
Services assurés dans le camp	12
PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉSIDENTS	17
Aide humanitaire insuffisante et irrégulière	17
Insécurité alimentaire et accès difficile à l'eau potable	18
Crise sanitaire et besoins médicaux urgents	19
Problème de l'accès à l'emploi	20
Problème d'accès à l'éducation	20
manque de documentation	20
Violence et insécurités	21
Problème du retour	22

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

LOCALISATION DU CAMP DE RUKBAN



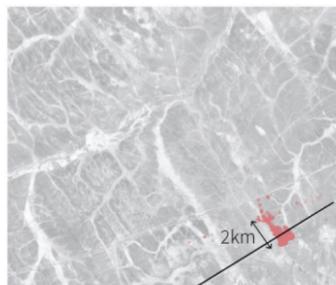
District de Tadmor,
Gouvernorat de Homs
33°18'40.4"N 38°40'19.0"E



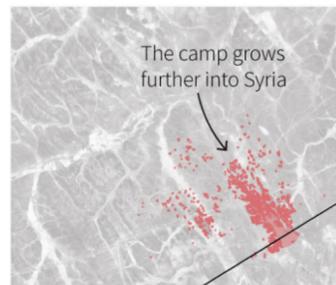
CARTE : GOOGLE MAPS

Al-Rukban est un campement informel situé dans le désert Bâdiyât ash-Shâm à environ 8km de la frontière entre la Syrie, la Jordanie et l'Irak. Isolé à plusieurs heures de route de la ville la plus proche, il est situé à une dizaine de kilomètres d'une base militaire Jordanienne et à 16 km de la base militaire américaine d'al-Tanf, utilisée par la coalition internationale contre l'Etat Islamique (EI) dès 2016 [1]. Le camp se trouve à l'intérieur de la zone démilitarisée établie par les Etats-Unis sur un rayon de 55km autour d'al-Tanf et dans laquelle Damas ne peut entrer leur accord[2]. Le camp est installé entre deux murs de sables (dites « bermes ») érigés par la Syrie et la Jordanie à égale distance de leur frontière internationale afin d'établir une zone frontalière démilitarisée[3].

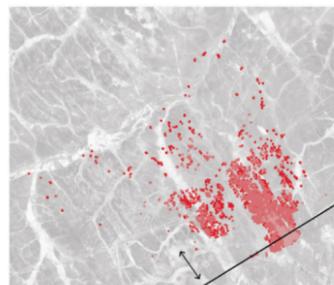
EXTENT OF CAMP, FEB 2016
3,365 shelters



FEB 2017
6,460 shelters



JAN 2019
7,735 shelters



Note: Number of shelters from satellite analysis may differ from on-the-ground reporting.
Source: Satellite analysis by UNITAR-UNOSAT; Maps4News; Population estimates from UNOCHA.
B. Simon, 26/04/2019



CARTE: reuters [6]

Les déplacés syriens se sont d'abord installés dans cette zone intermédiaire à cheval entre les deux pays, puis le camp s'est étendu vers le Nord, au-delà de la berme Syrienne, comme le montre le schéma ci-dessous [6]:

NOTES:

[1] « Pourquoi les USA s'accrochent à la base militaire d'al-Tanf en Syrie, SputnikNews, 5 décembre 2017. Consulté le 30/06/2020. url : <https://fr.sputniknews.com/presse/201712051034178230-usa-syrie-base-al-tanf/>

[4] La zone démilitarisée a été établie de façon unilatérale par les Etats-Unis autour de la base d'al-Tanf dans le but d'installer leur contrôle sur cette zone frontalière comprenant la route stratégique qui relie Damas à Bagdad. Les Américains et leur alliés locaux sont ainsi en mesure de limiter le passage de troupes et d'armes entre l'Iran et la Syrie de Bacharal-Assad. Sur ce sujet voir Toby Dershowitz, « Syria's Rukban Refugee Camp: U.S. Strategic and Humanitarian Interests », sur Foundation for Defense of Democracy, 14 décembre 2018 (en ligne : <https://www.fdd.org/analysis/2018/12/14/syrias-rukban-refugee-camp-u-s-strategic-and-humanitarian-interests/>)

[5] Ibid.

[6] Suleiman Al-Khalidi, « Russian 'siege' chokes Syrian camp in shadow of U.S. base », Reuters, 29 Avril 2019. Url : <https://fingfx.thomsonreuters.com/gfx/editorcharts/SYRIA-SECURITY-CAMP/0H001PBS561M/SYRIA-SECURITY.jpg>

CONTEXTE HISTORIQUE DE LA CRÉATION DU CAMP

Le camp de Rukban s'est formé progressivement et de façon informelle entre mi-2013 et le début de l'année 2014, dans le cadre des conflits du Printemps Arabes en Syrie [1].

ÉTÉ 2013

Afin de réduire l'afflux de réfugiés syriens qui tentent de rejoindre la Jordanie pour fuir la répression du régime de Damas, la Jordanie ferme progressivement ses points de passage frontaliers Ouest, au Sud-Ouest de la Syrie, dans la région de Deraa[2].

2014

La Jordanie restreint ses points frontaliers Est, obligeant les déplacés syriens à s'aventurer dans le désert, notamment vers les points de Rukban et Hadalat, derniers passages encore ouverts sur la Jordanie. En Juillet 2014, la filtration des entrées à Rukban s'intensifie car la Jordanie craint de voir s'infiltrer des combattants de l'EI parmi les réfugiés, alors même l'organisation djihadiste gagne du territoire en Syrie. Un campement informel de déplacés naît de ces mesures restrictives[3].

ENTRE NOVEMBRE 2014 ET MARS 2015

Le camp est démantelé et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) redirige les demandeurs d'asile vers le centre d'enregistrement de Raba Sahran, depuis lequel certains syriens sont envoyés vers le camp jordanien d'Azraq[4], d'autres sont refoulés vers la Syrie.

L'avancée de l'EI en Syrie, les bombardements de la Coalition Internationale anti-EI et la reconquête territoriale de Damas et de ses alliés russes et iraniens poussent vers Rukban de nombreux nouveaux déplacés syriens.

FIN JUIN 2016

Un attentat dirigé contre un poste militaire jordanien est revendiqué par l'Etat Islamique, il aurait été orchestré depuis le camp d'al-Rukban. Cela entraîne la fermeture complète de la frontière Jordanienne[5].

Le camp se retrouve alors isolé dans le désert, dans une zone contrôlée militarisée où opèrent notamment certains groupes de l'Armée Syrienne Libre et la Coalition Internationale contre Daesh. L'insécurité de la zone et les blocages géopolitiques, dus aux tensions qui opposent les différents acteurs présents dans la région, sont un frein pour l'accès des acteurs humanitaires au camp.

NOTES:

[1] Pour le contexte d'installation, voir Human Right Watch, "Jordan: Syrians Blocked, Stranded in Desert", op.cit. Les informations tirées d'autres sources sont indiquées.

[2] D. Lagarde, Sur les routes de l'exil syrien: récits de vie et parcours migratoires des réfugiés de Deir Mqaren, Université de Toulouse - Jean Jaurès, 2018, p. 200-202

[3] Human Right Watch, "Jordan: Syrians Blocked, Stranded in Desert", op.cit

[4] Voir la fiche sur le camp d'Azraq présentée par l'O-CR.

[5] Aron Lund, "Blame Game over Syrians Stranded in the Desert" The Century Foundation, 18 Juin 2018 ; pour une chronologie du camp voir aussi Human Rights Watch, 3 Juin 2015, op.cit.

LA POPULATION ACCUEILLIE

NOMBRE APPROXIMATIF DE RÉSIDENTS DANS LE CAMP

12 700
(2887 ménages)*

*Chiffres avancés par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (UNOCHA) pour septembre 2019 [1]

La population du camp a beaucoup fluctué, atteignant 80 000 personnes à la fin 2016[2]. La forte augmentation de la population du camp s'est arrêtée après la fermeture de la frontière Jordanienne. L'aide humanitaire, acheminée de façon plus ou moins directe depuis lors, a permis de stabiliser le nombre de résidents. Cependant, depuis la fin 2018, la population du camp baisse en raison des conditions extrêmement critiques.

NATIONALITÉ ET ORIGINES DES RÉSIDENTS



syrienne

La population du camp est principalement composée de Syriens issue du Gouvernorat de Homs[3], de la région de Palmyre notamment, de groupes tribaux du désert de la Badiya dont notamment les deux tribus majoritaires du camp : les tribus de Bani Khaled et d'Al Umour[4]. Cette dernière, de la région de Palmyre, aurait une influence considérable sur l'économie de contrebande du camp. D'autres résidents sont issus des gouvernorats d'Alep, Deir Ez-Zor, Raqqa et Hama[5].

DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Il existe peu de données récentes précises et détaillées sur la population du camp.



80%

des résidents sont des femmes et des enfants qui sont dans le camp depuis plus de deux ans[6]*.

*En juillet 2019

NOTES:

[1] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, 25 septembre 2019, p.2.

[2] Voir le graphique proposé par l'UNITAR sur l'évolution du nombre de shelters à Rukban entre janvier 2014 et janvier 2019. Url : reliefweb.int/map/Syrian-arab-republic/Syria-jordan-shelter-density-map-rukban-border-crossing-21-january-2019

[3] Marwa Awad, « I witnessed the purgatory of people trapped in Syria's Rukban camp », The Guardian, 20 février 2019, consulté le 14 Mai 2019 ; Humanitarian Foresight Think Tank, "Jordan and the Berm Rukban and Hadalat 2017-2018", Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), Mars 2017, p.2.

[4] Pour plus de détail sur la composition tribale du camp, voir l'Humanitarian Foresight Think Tank, Mars 2017, op.cit. p.4-5. ; voir aussi UNHCR, Situation Update at the North-East Border, Juillet 2018.

[5] Humanitarian Foresight Think Tank, IRIS, op.cit. p.2.

[6] OCHA, Humanitarian Update. Syrian Arab Republic, 25 Juillet 2019, p.5.

Depuis 2018 notamment, de plus en plus de syriens font le choix de partir du camp où la situation humanitaire est très critique. Cependant le camp continue d'exister car certains résidents, notamment les membres de milices rebelles, les militants anti-régime et leurs familles, craignent d'être arrêtés par le régime s'ils décident de rentrer, alors que 80% des résidents de Rukban sont originaires de zones contrôlées par la République Arabe Syrienne en Mai 2019[1].

PRÉSENCE DE GROUPES ARMÉS

Selon certaines sources, il y aurait 300 à 1000 membres de groupes armés rebelles dans le camp et ses alentours, affiliés à l'ASL ou à l'opposition modérée[2]

Dans la zone démilitarisée de 55km

Groupes soutenus par les Américains depuis la base d'al-Tanf:

JAYSH MAGHAWIR AL-THAWRA (LE « MAT » OU LES « COMMANDOS DE LA RÉVOLUTION »),

partenaires locaux privilégiés des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI. Créé en 2015 sous le nom de la Nouvelle Armée Syrienne, le groupe est dissout et certains de ses anciens membres se regroupent pour former les Commandos de la Révolution fin 2016. Le groupe serait composé de membre du camp de Rukban[3].

JAYCH OSSOUD AL-CHARKIYA (« L'ARMÉE DES LIONS DE L'EST »),

groupe rebelle créé en 2014.

LIWA SHUHADA AL-QARYATAYN (« LA BRIGADE DES MARTYRS D'AL-QARYATAYN »)

formé en 2014. Le groupe s'est vu retirer ses financements américains en juillet 2017 en raison d'offensives menées non pas contre l'Etat-Islamique mais contre des forces pro-régime[4].

QUWWAT AL-SHAHEED AHMAD AL-ABDO (LES « FORCES DU MARTYR AHMAD AL-ABDO » OU « FMAA »)

créé en 2013 et présent autour d'al-Tanf depuis 2016.

Groupe soutenu par la Jordanie pour la protection de sa frontière:

JAYCH AHRAR AL-ASHAYER (L'ARMÉE TRIBALE)

fondée en 2014. C'est également un partenaire local essentiel des Forces Armées Jordaniennes (JAF). Ses membres représenteraient une centaine d'individus[5].

Dans le camp

Il est difficile de trouver des données précises sur la présence et l'influence de ces groupes armés rebelles sur le camp. Selon une étude réalisée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2019 auprès des résidents, près de 50% des interrogés auraient dit avoir au moins 7 membres de leur famille proche ayant appartenu à l'Armée Syrienne Libre (ASL) ou l'opposition modérée, 41% ont dit avoir entre 4 et 6 membres de leur famille concernés[6].

Des sources notamment Jordaniennes, estiment que des anciens membres ou sympathisants de Daesh seraient également présents dans le camp[7]. La Jordanie utilise d'ailleurs cet argument depuis 2016 pour justifier le fait qu'elle garde sa frontière fermée pour des raisons sécuritaires.

NOTES:

[1] Selon le rapport de l'Université de Columbia, oit. p.3.

[2]School of International and Public Affairs (SIPA), op.cit. p.3

[3]Les habitants du camp d'al-Rukban réfutent les « mensonges » russes sur les évacuations, Diyaruna, 1er octobre 2019, consulté le 28/06/2020. url : https://diyaruna.com/fr/articles/cnmi_di/features/2019/10/01/feature-01

[4]"Syrie: les USA coupent les liens avec des rebelles", Le Figaro, 27 Juillet 2017, consulté le 29/06/2020. url : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/07/27/97001-20170727FILWWW00376-syrie-les-usa-coupent-les-liens-avec-des-rebelles.php>

[5]Les habitants du camp d'al-Rukban réfutent les « mensonges » russes sur les évacuations, op.cit.

[6] Humanitarian Foresight Think Tank, IRIS, op.cit. note de fin n°4, p.26

[7] Khetam MALKAWI, Omar AKOUR "Jordan commander: IS expands hold in border camp for Syrians", 15 Février 2017, consulté le 29/06/2020. url: <https://apnews.com/6f19357cea4c4dc49631d4958373fc23/jordan-commander-expands-hold-border-camp-syrians> ; Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit. p.7.

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Selon les Principes Directeurs relatifs aux populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays, un texte du droit international non contraignants adopté en 1998, les déplacés internes sont de la responsabilité de l'Etat hôte. Cependant dans le cas de Rukban, la question de la responsabilité de l'assistance des résidents est complexe.

LE GOUVERNEMENT SYRIEN

Pas de rôle direct dans la gestion du camp car le camp de Rukban est situé dans la zone démilitarisée établie autour de la base américaine d'al-Tanf, dans laquelle le gouvernement de Damas ne peut entrer sans négociations avec les Américains[1]. Ainsi, la Syrie considère la région de Rukban comme une zone d'occupation où sa souveraineté est contestée bloquant de façon presque systématique[2]. Pour cette raison notamment, Damas mène depuis 2018 une stratégie de siège autour de la zone de 55 kilomètres, afin de pousser les résidents à quitter le camp et à retourner sous son contrôle[3]. La Syrie cherche effectivement à rétablir sa souveraineté politique sur le territoire syrien en éliminant les dernières poches dites « rebelles », dont celle que constitue la zone démilitarisée autour d'al-Tanf et de Rukban[4]. Le gouvernement syrien et ses alliés sont notamment responsables du blocage quasi-systématique de l'acheminement de convois humanitaires depuis le territoire syrien vers la zone démilitarisée américaine et vers le camp, ainsi que des routes utilisées par les contrebandiers afin d'approvisionner le camp[5].

LA JORDANIE

Elle estime, pour sa part, que le camp est sous la responsabilité de Damas et que l'aide ne devrait être fournie que par la Syrie, en dépit du fait qu'une partie du camp se trouve sur son territoire selon les frontières internationalement reconnues[6]. En apportant cet argument de la responsabilité syrienne du camp, ainsi que l'argument sécuritaire, l'Etat jordanien refuse d'ouvrir ses frontières aux syriens.

NOTES:

[1] Rapport de l'Université de Columbia, SIPA, op.cit. p.2.

[2] Ambassador Robert Ford and Carolyn O'Connor, "U.S. Has Legal and Moral Responsibility to Protect Civilians at Rukban in Syria", Just Security, 12 Août 2019. url: <https://www.justsecurity.org/65773/u-s-has-legal-and-moral-responsibility-to-protect-civilians-at-rukban-in-syria/>

[3] Ambassador Robert Ford et Carolyn O'Connor, « The U.S. Has Legal and Moral Responsibility to Protect Civilians at Rukban in Syria », op. cit.

[4] Scott Lucas, « Syria Daily: Displaced in Rukban Camp Face Pro-Assad Attacks », sur EA WorldView, 19 février 2020 (en ligne : <https://eaworldview.com/2020/02/syria-displaced-rukban-face-pro-assad-attacks/> ; consulté le 17 août 2020)

[5] Sarah Adams et al., Rukban: policy recommendations for the United States embassy in Amman, op. cit., p. 8

[6] Rapport de Columbia, mai 2019, op. cit.

LES ÉTATS-UNIS

La puissance américaine estime que l'assistance humanitaire à Rukban ne fait pas partie du rôle ou de la responsabilité de la mission américaine basée à al-Tanf. Les Américains sont présents al-Tanf notamment afin de garder le contrôle sur la route stratégique reliant Bagdad à Damas, et les mouvements iraniens[1]. Pour les Américains, la responsabilité du camp revient à la Syrie qui, si elle ne peut pénétrer dans la zone démilitarisée, devrait permettre l'acheminement de convois humanitaires, et accompagner les résidents ayant choisi de quitter la zone démilitarisée[2]. Cependant, la présence américaine à al-Tanf peut être considérée comme une force d'occupation, ce qui induit une responsabilité sur la population de la zone occupée, donc les résidents du camp d'al-Rukban.

Selon le règlement de La Haye de 1907, « un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie »[3]. La question de l'autorité effectivement exercée sur un territoire pose cependant débat. Le CICR considère que l'autorité s'exerce dès qu'un État « a la capacité d'assumer des fonctions gouvernementales de facto, même s'il n'exerce qu'un contrôle indirect sur les autorités locales »[4].

Le gouvernement américain exerce un vrai contrôle militaire sur la zone démilitarisée dans laquelle le gouvernement syrien n'est pas libre d'entrer. De plus, la force militaire américaine à al-Tanf a recruté, financé et entraîné des syriens de la zone de Rukban dans les milices syriennes locale qui lui sont alliées. Ainsi, les États-Unis peuvent être considérés par le droit international comme puissance occupante, ce qui l'oblige à fournir des biens de première nécessité aux populations de la zone occupée, dont les résidents de Rukban[5].

LE DÉMENTÈLEMENT COMME SEULE SOLUTION

Dans ce contexte géopolitique, le démantèlement a été envisagé comme la seule façon d'éviter de trancher sur la question de la responsabilité. Pourtant, les acteurs humanitaires s'accordent à dire que les conditions de retour ne sont pas sûres, tout particulièrement pour les membres de groupes rebelles, les militants anti-régime et leurs familles[6]. Cependant, l'influence de ces acteurs humanitaires et notamment de l'ONU sur le dossier d'al-Rukban, dépend des autorisations des puissances étatiques en présence. Aussi, afin de conserver leur accès au camp, la stratégie et les plaidoyers des acteurs humanitaires tendent à aller dans le sens des objectifs étatiques, c'est-à-dire le démantèlement du camps et l'organisation du retour des résidents. Un dialogue aurait néanmoins été ouvert par l'ONU avec l'Armée Russe, le gouvernement Syrien et des représentants du camp afin de trouver une solution durable pour le camp, en appuyant la nécessité de soutenir l'assistance humanitaire vers le camp tant qu'aucun accord n'est signé[7].

NOTES:

[1] Toby Dershowitz, « Syria's Rukban Refugee Camp: U.S. Strategic and Humanitarian Interests », sur Foundation for Defense of Democracie, 14 décembre 2018 (en ligne : <https://www.fdd.org/analysis/2018/12/14/syrias-rukban-refugee-camp-u-s-strategic-and-humanitarian-interests/>)

[2] Aisha Han et Rachel Rossi, « Why the situation in Rukban is deteriorating », Atlantic Council Think Tank, 5 Décembre 2019.

[3] Voir l'article 42, Conférence internationale de la Paix 1907, « Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », 1907

[4] Ambassador Robert Ford et Carolyn O'Connor, « The U.S. Has Legal and Moral Responsibility to Protect Civilians at Rukban in Syria », op. cit.

[5] Ibid.

[6] Voir le Rapport de l'Université de Columbia, SIPA, op.cit., il étudie les possibilités d'un démantèlement.

[7] « L'ONU discutera de l'évacuation des réfugiés syriens bloqués dans le camp de Rukban », Al-Jazeera English, vidéo du 28 Mars 2019. Consultée le 25/06/2020. url : https://www.youtube.com/watch?v=yTmYFw_TD4M

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP

Aucun accord connu n'aurait été signé par une instance onusienne avec la Syrie ou avec les acteurs locaux à propos de la gestion du camp de Rukban. Le camp semble être auto-administré, sa gestion est informelle et donc très peu documentée.

AUTORITÉ CIVILE



• LE CONSEIL CIVIL DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Selon un rapport de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) en 2017, un Conseil civil représentant 12 tribus de la région de Palmyre et de la Badiya aurait été mis en place fin 2016 dans le camp, après la fermeture de la frontière jordanienne[1]. Il aurait été formé en tant qu'autorité gestionnaire civile souhaitant rétablir un semblant d'ordre et d'unité dans le camp où les conflits notamment tribaux et communautaires constituaient un terreau favorable à l'influence des groupes armés gravitant dans la région[2]. Le conseil civil serait composé de différents organes, notamment une Autorité des relations publiques et politiques, en charge du dialogue et des négociations avec les acteurs étatiques et humanitaires[3].

Comptes Facebook des autorités civiles du camp*



هيئة العلاقات العامة والسياسية في البادية السورية
Personnalité politique



مخيم الركبان
@Rukban4 - Média



الإدارة المدنية في مخيم الركبان
@omar94Homs - Présentateur télé

*De haut en bas [6]:

- Autorité des relations publiques et politiques dans la Badiya syrienne.
- Camp d'al-Rukban
- Administration civile du camp de Rukban



• LES JAF

Leur rôle effectif est assez difficile à établir, peu de sources sont claires sur ce point. Les JAF auraient un rôle d'influence sur la gestion et l'administration du camp via l'Armée Tribale, leur partenaire local dans le camp[4]. Certains membres des Border Guard Forces (BGF), forces armées frontalières jordanienne, sont parfois issus des mêmes groupes tribaux de la Badiya que certains résidents du camp. Ils peuvent donc influencer certaines prises de décisions dans le camp, il suivent toutefois officiellement une politique de non-intervention. Ils auraient un rôle d'intermédiaires entre le gouvernement jordanien et les résidents syriens, ainsi qu'entre les résidents et les acteurs humanitaire, en raison de ces liens tribaux[5].

NOTES:

[1] «from cordoning to dismantling, Russia about to close al-Rukban camps' file », EnabBaladi, 30 septembre 2019, consulté le 9 juin 2020 ; voir aussi « Unfair solutions to al-Rukban displacement camp's crisis », Enab Baladi, 30 avril 2020, consulté le 9 juin 2020. url: <https://english.enabbaladi.net/archives/2020/04/unfair-solutions-to-al-rukban-displacement-camps-crisis/>

[2] Pour plus de détail sur le Conseil Civil voir notamment Charles Simpson, « exigences contradictoires entre impératifs humanitaires et injonctions de sécurité dans la zone du Berm », in Revue des Migrations Forcées (RMF) « Les syriens et le déplacement », n°57, février 2018, p.17. Url : https://www.fmreview.org/sites/fmr/files/downloads/issues/syrie2018_0.pdf

[3] "Unfair solutions to al-Rukban displacement camp's crisis", Enab Baladi, op. cit.

[4] Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit. p.5.

[5] Ibid

[6] Les comptes Facebook respectifs sont les suivants: <https://www.facebook.com/744950572526947-هيئة-العلاقات-العامة-والسياسية-في-البادية-السورية/> ; <https://www.facebook.com/Rukban4/> ; <https://www.facebook.com/omar94Homs/>

PROTECTION ET SÉCURITÉ*

*Les sources utilisées datent principalement de 2017

À L'EXTÉRIEUR DU CAMP

Le MaT intervient dans la zone démilitarisée américaine. S'ils n'ont à priori pas de rôle effectif dans le camp[1], ils sécurisent l'enceinte du camp. Selon certaines sources, la milice rebelle contrôlerait notamment les entrées et sorties du camp pour prévenir de l'infiltration de combattants de l'EI[2]. Ainsi, le camp semble être un camp plutôt fermé. Certains chercheurs considèrent Rukban comme un espace de rétention situé au niveau d'une frontière militarisée clôturée de barbelés[3].



Logo du MaT

À L'INTÉRIEUR DU CAMP

Les JAF et l'ONU

En 2016, des projets entre les JAF et les Nations Unies prévoyaient l'entraînement et la supervision d'équipes de sécurité composées de locaux syriens entraînés au Centre de formation aux opérations de paix en Jordanie pour patrouiller et « assurer la stabilité du côté syrien du mur de sable »[4]. Des caméras de surveillance thermique auraient également été installées aux abords du point de distribution par l'OIM en partenariat avec les BGF en 2017[5].

L'Armée Tribale

La Jordanie aurait fourni aux soldats de la milice une solde de 300 USD par mois pour assurer la sécurité dans le camp de Rukban[6]. Elle aurait également armé et entraîné les miliciens à cet effet en 2017 selon l'IRIS[7].

Une police tribale

Les leaders communautaires auraient la charge effective d'assurer protection et sécurité à l'intérieur du camp[8]. Une police tribale aurait été mise en place par le Conseil civil dès la fin 2016 grâce à l'appui des JAF qui cherchent à éviter tout conflit intertribal[9]. Le conseil des tribus contestait notamment le monopole de l'Armée tribale sur la protection et la distribution de l'aide humanitaire[10].

NOTES:

[1] Al-Rukban camp management accuses Maghawir al-Thawra of failing to provide them with food", Smart News Agency, 10 Octobre 2018. Consulté le 28/06/2020. url: <https://smartnews-agency.com/en/wires/2018-10-10-al-rukban-camp-management-accuses-maghawir-al-thawra-of-faili>

[2] UNHCR, Situation Update at the North-East Border, Juillet 2018, p.1.

[3] Myriam Ababsa, « De la crise humanitaire à la crise sécuritaire. Les dispositifs de contrôle des réfugiés syriens en Jordanie (2011-2015) », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 31 - n°3 et 4 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 30 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7380> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7380>

[4] Sara Elizabeth Williams, "The "buffer zone" plan for 70,000 stranded Syrian refugees", The New humanitarian, 7 octobre 2016.

[5] UNHCR, Jordan refugee response. Providing life-saving assistance at the berm, 1er Mars 2017, p.2.

[6] Sara Elizabeth Williams, "World Vision rattles aid groups with solo operation for Syrians at Jordan border", IRIN, 24 January 2017. <https://www.refworld.org/docid/5888b0044.html>, consulté le 14 Mai 2019.

[7] Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit.

[8] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[9] Charles Simpson, Revue des Migrations Forcées (RMF), op.cit. p.17.

[10] Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit. p.22.

STATUT DES RÉSIDENTS ET PROTECTIONS INTERNATIONALES

LE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE EN SYRIE

La Syrie est considérée comme étant en état de guerre civile, ce qui rend applicables certaines dispositions du droit international, notamment à l'égard des populations civiles.

La Syrie a signé et ratifié les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de conflits armés, dont notamment la Convention IV de Genève, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre[1].

Il est difficile de déterminer quelle proportion des résidents du camps sont ou ont été membres de milices rebelles armées. Il est toutefois évident qu'une partie des résidents sont des civiles selon le droit international.

STATUT AMBIGU DES RÉSIDENTS

La frontière officielle qui sépare la Syrie et la Jordanie passe entre les bermes syrienne et jordanienne.

Les résidents installés au Nord de la berme syrienne et ceux vivant dans la moitié syrienne de la zone intermédiaire sont donc des **déplacés internes** syriens selon le droit international. Ils ne bénéficient actuellement d'aucune protection internationale.

Les résidents se trouvant du côté jordanien de la zone intermédiaire ne peuvent être considérés comme des réfugiés car la Jordanie n'est pas signataire de la Convention de Genève de 1951. Les déplacés sur son territoire sont considérés comme des «**visiteurs**» ou des «**invités irréguliers**»[2].

PROTECTIONS INTERNATIONALES DES RÉSIDENTS DU CAMP

L'Etat Jordanien ne semble pas appliquer de protection aux résidents de Rukban situés sur la partie Jordanienne de la zone intermédiaire démilitarisée, il aurait même eu recours, avant la fermeture complète des frontalières, notamment en 2015, au refoulement de nombreux syriens ayant été admis en Jordanie via Rukban[3]. Dans les cas où un Etat n'est pas signataire de la convention de Genève, le statut peut être délivré par le HCR. Dans le cas de Rukban cependant, le HCR n'aurait cependant pas délivré ce type de statut depuis la fermeture des frontières jordaniennes en 2016.

Si à l'origine, les déplacés syriens se sont dirigé vers le point de passage de Rukban dans l'espoir de pouvoir rejoindre la Jordanie[4], la majorité des résidents actuels ont intégré l'idée selon laquelle la Jordanie n'ouvrira pas ses frontières. Aujourd'hui ils souhaitent rentrer chez eux si les conditions sécuritaires le permettent[5].

[4] Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit. p.2: "77 500 Syrian asylum seekers".

[5] Ce qu'aurait indiqué le rapport d'intention mené par l'ONU et le SARC lors des convois humanitaires de 2019 selon le rapport de l'Université de Columbia, op.cit.

NOTES:

[1] Voir Comité International de la Croix Rouge, site officiel : Traités, États parties et Commentaires / République arabe syrienne. url : <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/vwTreaties1949.xsp?isProtocol=1&=>

[2] Myriam Ababsa, op.cit.

[3] D. Lagarde, Sur les routes de l'exil syrien, op. cit. p.200-202 ; Human Rights Watch, « Jordan: Syrians Blocked, Stranded in Desert », 3 juin 2015 (en ligne : <https://www.hrw.org/news/2015/06/03/jordan-syrians-blocked-stranded-desert> ; consulté le 14 août 2020)

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

ASSISTANCE HUMANITAIRE

Entre juin 2016, (fermeture de la frontière jordanienne) et novembre 2018, l'aide humanitaire internationale est livrée à la frontière Jordanienne et acheminée vers le camp par des intermédiaires communautaires locaux. Depuis le territoire syrien, seuls trois convois humanitaires des différentes agences de l'ONU telles que l'OCHA ; le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (UNHCR), le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ; le Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ; le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) ; l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Croissant-Rouge arabe Syrien (SARC) ont été menés jusqu'à la région de Rukban.

Le premier en novembre 2018, avait déchargé l'aide humanitaire à 11 kilomètres du camp pour des raisons de sécurité et l'avaient livrée aux représentants de diverses tribus et groupes vivant à Rukban[1]. Les deux autres convois, en février et septembre 2019 ont permis de délivrer l'aide directement dans le camp. Lors du convoi de février, une étude d'intention est menée par l'ONU dans le camp a révélé que 95 % des personnes souhaitent quitter le camp[2]. A l'issue de cette étude, un plan en 3 phases est établi par l'ONU et le SARC avec l'aval de Damas et de Moscou:

- Phase 1 (Aout 2019) : déterminer les besoins prioritaires de la population et identifier les résidant souhaitant quitter le camp.
- Phase 2 (Septembre 2019) : assistance de 7 jours dans le camp. Convoi composé de 22 camions 187 volontaires du SARC et 22 membres du personnel des Nations Unies.
- Phase 3 : soutenir et assister les départs, dans le respect des principes humanitaires[3].



ONU



SARC

NOTES:

[1] « Syrie : à Rukban, le soulagement des familles après l'arrivée de l'aide humanitaire de l'ONU », ONU Info, 5 novembre 2018

[2] OCHA, Briefing to the Security Council on the humanitarian situation in Syria, 26 février 2019, New-York, p.2.

[3] UNCT Syria, UN in Syria and SARC provide humanitarian relief to thousands of internally displaced Syrians in Rukban, 12 Septembre 2019. Consulté le 22 Mai 2020.

[1] Fran Equiza, «Field notes from Rukban », Blog UNICEF, 15 février 2019, <https://blogs.unicef.org/blog/field-notes-rukban/>, consulté le 12 Mai 2019.

[2] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, op.cit. p.2.

[3] UNHCR France, 6 Novembre 2018, op.cit.

[4] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, op.cit. p.2.

[5] Ibid

ABRI ET HABITAT

Les résidents vivent dans des tentes de fortune ou des bâtiments en terre séchée qui résistent mal aux conditions climatiques (pluie, poussière, tempêtes, amplitude de température : très froid l'hiver et jusqu'à 50°C l'été). Les acteurs humanitaires ont fourni des tentes et bâches de toit[1], et apportent produits non-alimentaires spécifiques en fonction des saisons : des lampes solaires, des vêtements chauds, des couvertures[2]. Il n'y a pas d'électricité courante, ni d'infrastructures sanitaires[3]. L'essence est disponible à Rukban à 2000 SYP le Litre en moyenne en septembre 2019, pour un prix national moyen de 600 SYP[4]. Les résidents brûlent donc souvent des matériaux dangereux : plastique, couvertures, déchets, vieux pneus, pour se chauffer et cuisiner[5].

NOTES:

[1] Fran Equiza, «Field notes from Rukban », Blog UNICEF, 15 février 2019, <https://blogs.unicef.org/blog/field-notes-rukban/>, consulté le 12 Mai 2019.

[2] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, op.cit. p.2.

[3] UNHCR France, 6 Novembre 2018, op.cit.

[4] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, op.cit. p.2.

[5] Ibid

[6] Photo AFP: in "Syrie: la Russie accuse les États-Unis d'empêcher l'évacuation du camp de Rukban", *RFI*. 18/09/2019. Url: <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20190918-syrie-russie-accuse-etats-unis-empêcher-evacuation-camp-rukban>

ACCÈS AUX SOINS

DANS LE CAMP

Des cliniques de fortune existaient dans le camp mais il n'y aurait qu'un seul centre médical[1]. Il n'y aurait pas de médecin, seulement quelques infirmières et une sage-femme. Il n'y aurait aucun médecin et quelques infirmières dont la majorité n'étaient pas certifiées en février 2019[2]. Ces cliniques fournissent principalement des services d'urgence, notamment en obstétrique. Lors du convoi humanitaire en septembre 2019, des consultations médicales des médicaments ont été fournis par le SARC. L'UNFPA a également fourni des kits de santé reproductive, pour aider les femmes enceintes à accoucher en toute sécurité, et des traitements contre les infections sexuellement transmissibles. Des kits d'hygiène ont également été distribués, ainsi que des « kits de dignité » pour les femmes et les filles du camp, contenant notamment des protections hygiéniques[3]. Pour les enfants, des campagnes de vaccination ont été menées lors des 3 convois humanitaires : plus de 5000 enfants ont été vaccinés lors du premier convoi en novembre 2018[4].

LA CLINIQUE RUKBAN

Une clinique a été créée en décembre 2016 à 5 km de la frontière, en territoire jordanien, au niveau de la base militaire jordanienne[1]. Elle est gérée par différentes agences de l'ONU ainsi que des organisations jordaniennes : l'UNICEF, l'UNHCR, l'UNFPA, l'OMS, le PAM, ainsi que par la Jordanian Health Aid Society (JHAS), le Royal Medical Services (RMS) qui fournit les ambulances, et le Economic and Social Association of Retired Servicemen and Veterans (ESARV)[2].

Elle accueille les cas d'urgence et le seul centre médical comptant des spécialistes et capable d'effectuer des examens médicaux, chirurgies et des césariennes notamment[3]. Les femmes représentent près de 70% des consultations de la clinique, notamment les femmes enceintes et allaitantes[4]. En janvier 2019, 510 enfants (269 filles) et 670 femmes ont été vaccinés et 610 enfants (330 filles) et 733 femmes enceintes et allaitantes ont été soumis à un dépistage de malnutrition à la clinique[5]. En mars 2020, 1180 patients ont été reçus, dont sept redirigés vers des hôpitaux en Jordanie[6].

NOTES:

[1] « Jordanie. Il faut permettre aux syrien-ne-s déplacés à Rukban de bénéficier de soins médicaux d'urgence en cette pandémie de covid-19 », Amnistie Internationale, 7 Mai 2020. Consulté le 4 Juin 2020.

[2] « Syrie : l'UNFPA prodigue une aide d'urgence aux résidents de Rukban », UNFPA, 16 février 2019.

[3] OCHA, 25 septembre 2019, op.cit.

[4] « Syrie : la reprise des bombardements souligne la fragilité de la situation », ONU Info, 29 Novembre 2018

[5] Alaa Nassar, « Clinics close in al-Rukban as camp braces for Coronavirus », Syria direct, 29 Mars 2020. Consulté le 9 Juin 2020.

[6] Selon les rapports 2020 publiés par la clinique. Voir <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/73822>

[7] « Clinics close in al-Rukban as camp braces for Coronavirus », Syria direct, op.cit.

[8] Rapport de la Clinique de Rukban, Mars 2020.

[9] UNICEF, Syria Crisis January 2019 Humanitarian Results, Janvier 2019,p.8.

[10] Voir notamment le dernier rapport de santé de la clinique de Rukban, publié en Mars 2020 : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/75270>



ACCÈS À LA NOURRITURE

Le marché local est alimenté en nourriture, médicaments, fuel et autres produits depuis l'extérieur du camp, et acheminé par camion. Les prix sont souvent plus élevés que la moyenne nationale et ils varient en fonction des stocks. Le convoi humanitaire de septembre 2019 a apporté 3.100 colis alimentaires, 3.100 sacs de 50kg de farine, 2600 boîtes de biscuits aux dattes, 1200 boîtes de biscuits à haute teneur énergétique, 360 paquets de beurre de cacahuètes[1].



ACCÈS À L'EAU

Un forage construit en territoire jordanien par l'UNICEF, et mis en service en septembre 2017, permettrait l'approvisionnement du camp en eau. Le forage aurait une capacité de 85 m³/heure[2]. En Mars 2017 il était indiqué qu'une station d'eau avec huit réservoirs de stockage d'eau de 95m³ (T95) avaient été installées, alimentées en camion-citerne en attendant que la canalisation de 13 km reliant le forage à la station d'eau soit terminée[3]. En 2019, l'UNICEF a annoncé fournir un minimum de 20 litres d'eau potable par personne et par jour aux habitants, grâce à un service de transport d'eau par camion à partir du forage[4]. En cas de coupures d'eau, les résidents s'approvisionnent en eau au marché local[5], ils peuvent également stocker l'eau grâce aux jerricans fournies par l'aide humanitaire.



ACCÈS À L'ÉDUCATION

Des écoles de fortune ont été installées dans le camp par des résidents volontaires, dont certains diplômés universitaires qui ont enseigné avant la guerre[6]. Ces écoles sont installées dans des constructions en terre battue ou sous des tentes. Lors des deux convois de l'ONU et du SARC en 2019, des kits éducation et loisirs ont été distribués aux enfants[7], notamment des fournitures scolaires, des livres d'école, de la papeterie et des cartables, pour plus de 8 000 enfants lors du convoi de février[8].

NOTES:

[1] « The Syrian Arab Red Crescent Organization in cooperation with the United Nations is delivering humanitarian convoy to the people in Rukban Camp », SARC, 8 Septembre 2019. Consulté le 9 Juin 2020.

[2] International Solutions Group, Evaluation of UNICEF's response to the Water, Sanitation and Hygiene Needs in Jordan as a result of the Syrian refugee crisis (July 2012 to July 2017", Final Evaluation Report prepared for UNICEF Jordan, Avril 2019.

[3] UNHCR, Jordan Refugee response. Providing life-saving assistance at the Berm, Mars 2017, p.3.

[4] UNICEF, Syria Crisis May 2019, Humanitarian Results, Mai 2019, p.8.

[5] AP News, 15 Février 2017.

[6] « Photo essay: Displaced Syrians in Rukban camp build an education system from scratch », Syria Direct, 24. Septembre 2018. Consulté le 9 Juin 2020.

[7] Fran Equiza, «Field notes from Rukban », op.cit.

[8] « Thousands of children vaccinated in remote Rukban settlement amid severe lack of access to medical care », UNICEF, 15 Février 2019.

ACCOMPAGNEMENT DES RAPPATRIEMENTS

Le 16 février 2019 le ministère de la Défense Russe et les autorités syriennes, indépendamment des instances onusiennes, annoncent la création de centres de réception et de corridors humanitaires sécurisés pour les résidents de Rukban qui souhaiteraient quitter le camp[1]. Deux corridors sont ouverts à partir du 19 février à depuis deux checkpoints situés à la frontière avec la zone démilitarisée américaine : les checkpoints de Jleb et de Jabal al Ghrab[2].

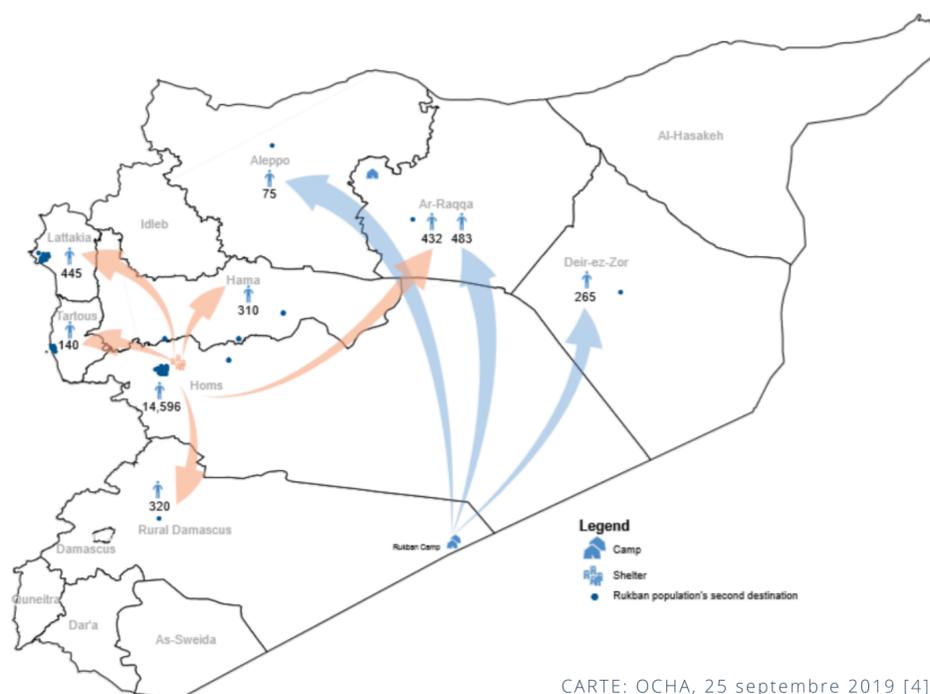
Entre février et septembre 2019 [3]:

environ **18 787** personnes ont quitté le camp*

*ce qui équivaut à près de la moitié des 41700 résidents en février 2019

17.964 aurait été conduits vers 5 abris collectifs à Homs qui sont des hébergements de transit où les rapatriés ne restent parfois pas plus de 24 heures avant de se diriger vers une deuxième destination (aire d'origine ou une aire de relocalisation). Voir les flèches oranges sur la carte ci-contre.

Sur ces 17.964, seuls 381 rapatriés étaient encore présents dans les hébergements de transit de Homs début septembre, car ils n'avaient pas d'endroit où aller ou bien pour des « problèmes administratifs »[3].



CARTE: OCHA, 25 septembre 2019 [4]

Selon l'ONU, les conditions dans les centres collectifs de Homs sont « adéquates » [3].

L'ONU et le SARC ont eu accès à ces centres de transit à Homs le 24 Mars 2019 Depuis cette date et jusqu'au mois de septembre, ils y ont eu accès 3 fois. Lors de ces trois visites, la mission interagence a permis d'évaluer les conditions d'accueil et de fournir des services d'assistance. Lors de la visite autorisée début septembre, l'ONU et le SARC ont pu fournir des couvertures, des kits d'hygiène, des barres nutritionnelles et prodiguer des soins médicaux [3].

Une fois les centres de transits quittés, les rapatriés de al-Rukban reçoivent également une aide humanitaire, notamment grâce à des cliniques mobiles du SARC, à la distribution de kits d'abris, de colis alimentaires, de kits scolaires, et d'articles de base (tapis en plastique, couvertures, matelas, lampes solaires, vêtements adéquats)[3].

NOTES:

[1] Voir la déclaration commune des comités de coordination sur le rapatriement des réfugiés syriens de la Fédération de Russie et de Damas sur l'ouverture de couloirs humanitaires depuis Rukban, 16 Février 2019. url : http://eng.mil.ru/en/news_page/country/more.htm?id=12217611@egNews

[2] Associated Press, UN and Syrian Red Crescent deliver aid to isolated camp, ABC news, 15 Février 2019. Consulté le 25/06/2020. Url : <https://abcnews.go.com/International/wireStory/syrian-red-crescent-deliver-aid-isolated-camp-61098457>.

[3] Pour toute ces informations et chiffres voir : OCHA, 25 septembre 2019, op.cit.p.3.

[4] Ibid

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS DES RÉSIDENTS

Sur la carte ci-dessus, les flèches bleues indiquent les retours effectués en dehors des corridors mis en place par le Régime, via des réseaux clandestins. La flèche représentant les déplacements clandestins vers le gouvernorat de Raqqa indique que 483 résidents du camp de Rukban ont choisi d'être relocalisés dans ce gouvernorat et que 432 résidents ont rejoint un autre camp: celui de Mahmoudli. Certains résidents d'al-Rukban sont prêts à tout pour quitter le camp Rukban dans lequel les conditions de vie sont très critiques.

AIDE HUMANITAIRE INSUFFISANTE ET IRRÉGULIÈRE

L'aide humanitaire directe de l'ONU et du SARC est limitée et irrégulière en raison des difficultés pour ces acteurs humanitaires d'obtenir des accords pour acheminer leurs convois vers Rukban. En effet, les convois d'aide humanitaire internationale cherchant à atteindre le camp nécessitent l'autorisation du régime syrien ou jordanien pour traverser leur territoire, ainsi que des États-Unis pour pénétrer dans la zone d'al-Tanf[1]. En avril 2020 par exemple, une mission d'évaluation et d'assistance sanitaire de l'ONU et du SARC était prévue mais n'a pas eu lieu car les différentes parties n'ont pas réussi à trouver un accord sur les modalités de l'assistance[2].

Or, cette aide est essentielle car elle permet de faire baisser les prix du marché local: **Le convoi de septembre 2019 a par exemple permis de faire passer le prix moyen du panier alimentaire de 161 % supérieur à la moyenne nationale à 90 % supérieur à la moyenne nationale[3].**

Les résidents doivent donc souvent se contenter des produits trouvés a marché local, ou de l'aide humanitaire acheminée indirectement via la Jordanie par l'intermédiaire de locaux. Cependant, le détournement d'aide est un marché lucratif : les intermédiaires favorisent souvent les membres de leur famille ou de leur communauté et revendent les produits à des prix exorbitants aux autres résidents, notamment les résidents issus de zones urbaines autour de Homs par exemple, dont l'appartenance tribale est bien moins importante[4]. Les acteurs humanitaires tentent de sélectionner leurs intermédiaires selon des principes d'impartialité et d'indépendance mais ont parfois été amenés à financer des groupes tribaux armés comme l'Armée Tribale[5].

NOTES:

[1] Ambassador Robert Ford et Carolyn O'Connor, « The U.S. Has Legal and Moral Responsibility to Protect Civilians at Rukban in Syria », sur Just Security, 12 août 2019 (en ligne : <https://www.justsecurity.org/65773/u-s-has-legal-and-moral-responsibility-to-protect-civilians-at-rukban-in-syria/> ; consulté le 16 août 2020)

[2] OCHA, Briefing to the Security Council on the humanitarian situation in Syria, 29 Avril 2020, p.4.

[3] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, op.cit. p.2.

[4] Humanitarian Foresight Think Tank, op.cit. p.5

[5] Sur ce sujet, voir : "World Vision rattles aid groups with solo operation for Syrians at Jordan border", IRIN, 24 January 2017

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ACCÈS DIFFICILE À L'EAU POTABLE

Depuis juillet 2018, le Régime ferme régulièrement les routes commerciales informelles par lesquelles les contrebandiers acheminent les produits de première nécessité vers le marché local de Rukban, notamment la route de Dumayr[1]. Elles ont été fermées de nouveau en février 2019[2], aggravant la situation alimentaire des résidents du camp.

Certains résidents ont indiqué manger seulement 1 repas par jour, certains souffrent de malnutrition, notamment les nourrissons. En raison du manque de lait maternisé, les familles se voyant dans l'obligation de leur donner de l'eau sucrée[3]. En juin 2019, une pénurie de farine et de pain a entraîné l'augmentation du prix d'autres produits de base comme les légumes, le riz et le sucre[4]. Certains produits manquent, notamment le lait maternisé, ou sont trop chers quand ils sont disponibles. Beaucoup de résidents n'ont pas les moyens d'acheter certains produits de base[5]. Selon des résidents interrogés, il manquerait des produits de base (lentilles, riz, légumes, fruits) et les prix des produits disponibles seraient extrêmement chers. Un kilo de sucre coûterait par exemple 1 200 SYP (environ 1 USD), pour un prix national moyen d'environ 500 SYP (0,38USD). 55.000 SYP (42,4 USD), pour un sac de farine blanche[6]. Depuis Février 2020 et le blocus complet dû au Covid-19 notamment, la situation s'est encore aggravée.

De même, les différentes sources font mention de la difficulté des résidents à avoir un accès courant à l'eau potable.

NOTES:

[1] UNHCR, Situation Update at the North-East Border, Juillet 2018, p.1.

[2] Selon le Sous-secrétaire général pour les affaires Humanitaire de l'ONU, rapport devant le Conseil de Sécurité, Avril 2020.

[3] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[4] Madeline Edwards, « 'On the cusp of death': Bread and flour run out in Syria's Rukban camp », Middle East Eye, 24 Juin 2019. Consulté le 9 Juin 2020.

[5] UNHRC, 31 Janvier 2019, op.cit. p.17.

[6] « Unfair solutions to al-Rukban displacement camp's crisis », Enab Baladi, op.cit.

[7] <https://www.facebook.com/Rukban4/>

CRISE SANITAIRE ET BESOINS MÉDICAUX URGENTS

Il n'y a pas de services sanitaires de base dans le camp[1]. De plus, en raison notamment du manque de personnel qualifié et de matériel médical, certains résidents décèdent de maladies non traitées. Les cliniques de fortune installées dans le camp seraient très souvent surpeuplées, car elles sont peu nombreuses face aux multiples besoins médicaux des résidents et car la clinique de Rukban n'accueille de son côté que les cas d'urgence[2].

La population souffre:

- des conditions climatiques: maladies respiratoires causées par la poussière. En janvier 2019, la clinique de Rukban estime que 51% des consultations d'enfants de moins de cinq ans étaient dues à des infections des voies respiratoires[4].
- de la pénurie alimentaire qui entraîne de graves cas de malnutrition, diarrhées et hépatites, notamment chez les enfants[3].
- des conditions sanitaires déplorables en matière de santé reproductrice: de nombreuses femmes accouchent dans leur tente, d'autres doivent attendre des heures à la frontière pour avoir accès à une prise en charge médicale[6].
- du manque de suivi pour certains besoins médicaux spécifiques[7].

Selon l'UNICEF :
les enfants sont en grand danger à Rukban, notamment en hiver où ils meurent d'hypothermie.

- De janvier et février 2019: 12 enfants sont morts, dont 5 nouveaux nés.
- Depuis début février 2019: 8 enfants de moins de cinq ans sont morts à cause du manque de soin[5].

CRISE DU COVID-19:

PAS DE CAS DÉCLARÉS DANS LE CAMP.

En Mars 2020 la Jordanie ferme ses frontières en raison de la crise sanitaire. La clinique de Rukban est également fermée: les urgences médicales et l'aide humanitaire ne peuvent plus passer la frontière [8]. Certains membres de l'administration du camp seraient inquiet notamment pour le sort des femmes enceintes sur le point d'accoucher. Amnistie Internationale a révélé que certaines femmes évacuées pour des césariennes hors de Rukban en territoire syrien contrôlé par le Régime de Damas ont été empêchées de revenir dans le camp rejoindre leurs familles[9]. Les résidents n'ont ni tests, ni respirateurs, ni équipements de protection personnels (masques et gants)[10]. Le comité politique du camp aurait demandé à l'ONU du matériel pour pouvoir appliquer les gestes barrières face au covid-19 : notamment des masques, thermomètres numériques[11] pour détecter la fièvre ainsi que des tentes d'isolement pour les cas potentiels[12].

NOTES:

[1] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[2] OCHA, Syrian Arab Republic. Rukban Humanitarian Update, 25 septembre 2019, p.2.

[3] OCHA, Humanitarian Update. Syrian Arab Republic, 25 Juillet 2019, p.5.

[4] UNICEF, Syria Crisis January 2019 Humanitarian Results, Janvier 2019, p.8.

[5] « Syrie : forte augmentation du nombre d'enfants morts de froid dans les camps », UN Info, 27 février 2019 ; voir aussi « Catastrophe humanitaire imminente dans le camp d'Al Rukban », UOSSM, 17 octobre 2018.

[6] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[7] 24% des résidents interrogés par les agences de l'ONU auraient déclaré avoir des membres de leur famille ayant des besoins médicaux spécifiques mai 201, selon le rapport de Columbia, op. cit.

[8] « Jordan blocks UN aid to Syria's Rukban refugee camp over coronavirus concerns », The New Arab, 21 Avril 2020. Consulté le 9 Juin 2020.

[9] « Jordanie. Il faut permettre aux syrien-ne-s déplacés à Rukban de bénéficier de soins médicaux d'urgence en cette pandémie de covid-19 », Amnistie Internationale, 7 Mai 2020. Consulté le 4 Juin 2020.

[10] « Absence de soins médicaux de base pour les habitants du camp d'al-Rukban », Waleed Abou al-Khair, pour Diyaruna, 13 Mai 2020. Consulté le 4 Juin 2020.

[11] « Clinics close in al-Rukban as camp braces for Coronavirus », Syria direct, op.cit.

[12] « Coronavirus pandemic sparks fears in Syria's besieged Rukban camp », The New Arab, 23 Mars 2020.

PROBLÈMES D'ACCÈS À L'EMPLOI

Tous les femmes et hommes interrogés par l'ONU en septembre 2019 estiment que 90% des gens ne gagnent pas leur vie.

En effet, il y a fort manque d'opportunités d'emploi, et donc une absence de moyen de générer un revenu. Les résidents dépendent de l'envoi de fonds et des quelques opportunités de travail disponibles dans le camp (construction, réparation). Certains résidents rejoignent des groupes armés locaux afin de gagner un salaire[1]. Une femme interrogée en juin 2019 estimait gagner au plus 13.50 USD par mois grâce à la couture et à la vente de vêtement pour femme, ajouté à l'argent gagné par son mari pour la réparation de bruleurs à gaz. Cependant ces opportunités ne sont pas régulières[2]. Une proportion significative des ménages fait face à une situation d'endettement, et se voient dans l'obligation de réduire le nombre de repas qu'ils prennent par jour ou de vendre certaines de leurs ressources productives[3].

1/3 des résidents interrogés déclarent avoir contractés des prêts auprès de leurs familles ou de leur communautés*

8% des résidents indiquent avoir envoyé un enfant travailler*

*En septembre 2019, selon l'OCHA [4]

PROBLÈMES D'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Selon l'UNICEF:

près de 3 000 enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés dans le camp en raison d'un manque de structure, d'enseignants qualifiés et à cause des frais de scolarité [7].

Selon le UNHRC, sur les 10 000 enfants présents dans le camp en Janvier 2019, la majorité est déscolarisée, parfois depuis près de 5 ans, et certains enfants sont illettrés[5]. Certaines familles refusent d'envoyer leurs filles dans ces écoles de fortunes en raison des risques d'agression et d'abus sexuels notamment[6]. Le coût de la scolarisation d'un enfant est estimé à 2 000 SYP (3,5 dollars) par mois, un prix inabordable pour la plupart des familles à Rukban[7]. Les écoles de fortunes n'ont souvent ni tables ni chaises, les enfants assis à même le sol et il y a un manque de matériel scolaire.

MANQUE DE DOCUMENTATION

L'absence de documentation civile et de suivi juridique est la préoccupation principale de 47% des résidents d'al-Rukban interrogés par l'ONU et le SARC dans le cadre de leur étude d'intention en 2019[8].

NOTES:

[1] OCHA, 25 septembre 2019, p.2. op.cit.

[2] « 'On the cusp of death': Bread and flour run out in Syria's Rukban camp », Middle East Eye, op.cit.

[3] OCHA, 25 septembre 2019, p.2. op.cit.

[4] Ibid

[5] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[6] UNHCR Canada, «Critical needs for Syrian civilians in Rukban, solutions urgently needed », 19 Février 2019. Consulté le 4 Juin 2020.

[7] UNICEF, « Thousands of children vaccinated in remote Rukban settlement amid severe lack of access to medical care », 15 Février 2019.

[8] Rapport de Columbia, mai 2019, op. cit.

En septembre 2019, il manquait 3112 cartes d'identité nationales syrienne, 2299 certificats de naissance, et d'autres documents comme des livrets de famille, des certificats de mariage, ou des livrets militaires[1]. Beaucoup des documents datant d'avant la guerre ont été perdu, et les documents tels les certificats de divorce, de mariage, de décès ou de naissance, liés à la vie des résidents depuis leur installation dans le camp.

Les enfants nés dans le camp sont pour la plupart apatrides et vulnérables, sans aucune protection applicable à leur cas[2].

VIOLENCE ET INSÉCURITÉ

Selon le UNHRC, la situation sécuritaire des résidents est aggravé par l'absence totale de maintien de l'ordre et de contrôle de l'application de la loi, ainsi que face au manque de procédures de plaintes au sein du camp[3]. En 2017, le rapport de l'IRIS sur le camp de Rukban indique que « depuis sa création, le camp a été en proie à des émeutes, des conflits et à des violences entre groupes armés » pour le monopole du trafic lucratif dans le camp. En 2018 l'ONU faisait mention d'un nombre élevé d'incidents par balles à Rukban et d'incidents violents à l'intérieur du camp, entre différentes communautés[4].

De nombreuses manifestations ont été organisées par des responsables civils du camp, pour dénoncer leurs conditions de vie[5], demander une aide humanitaire plus régulière ou contre le siège mis en place par le régime de Damas[6].

De même, les résidents du camp s'expriment sur les réseaux sociaux et appellent notamment la communauté internationale à s'intéresser au camp de Rukban et aux conditions difficiles auxquelles ses résidents font face[7].

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

La situation sécuritaire est critique, notamment pour les femmes et les filles qui sont largement touchées par l'exploitation, les violences et les abus sexuels et sexistes. En 2019, l'UNFPA a fourni des kits de traitement post-viol[8]. Les femmes censurent leurs mouvements, restent dans leurs tentes et ne sortent pas seules[9]. Les filles, parfois très jeunes, sont soumises à des mariages précoces : certains résidents ont indiqué avoir organisé des mariages précoces pour leurs filles car ils ne pouvant plus subvenir à leurs besoins[10]. Certaines femmes ont indiqué avoir recours au sexe tarifé en dernier recours[11].

VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS

La situation des enfants est également critique, certains sont exploités ou obligés de travailler pour ramener de l'argent dans leur famille, certains sont recrutés par des groupes armés[12].

NOTES:

[1] OCHA, 25 septembre 2019, p.2, op.cit.

[2] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

[3] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, op.cit. p.17

[4] UNHCR, Situation Update at the North-East Border, Juillet 2018, p.3.; UNHCR France, 6 Novembre 2018, op.cit.

[5] Scott Lucas, "Syria Daily: The Threat to the Displaced Inside and Outside Rukban Camp" EA Worldview, 16 Avril 2019. Consulté le 29/06/2020. url: <https://eaworldview.com/2019/04/syria-daily-the-threat-to-the-displaced-inside-and-outside-rukban-camp/>

[6] "Unfair solutions to al-Rukban displacement camp's crisis", Enab Baladi, op. cit.

[7] Voir les groups the « voices of Rukban sur Youtube, Facebook et Twitter notamment: <https://www.youtube.com/channel/UCA7osUH5sYRCocjfGD5FXMg> / <https://www.facebook.com/voiceofrukban/> / <https://twitter.com/voiceofrukban?lang=fr>

[8] UNFPA, 16 février 2019, op.cit.

[9] OCHA, 25 septembre 2019, p.2. op.cit.

[10] « 118-truck convoy delivers urgent aid to stranded residents in Rukban, Syria », UNFPA, 16 Février 2019

[11] UNHCR Canada, 19 Février 2019, op.cit.

[12] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.17.

LE PROBLÈME DU RETOUR

Entre mars 2019 et le 22 avril 2019, 11500 résidents ont quitté le camp. A la fin du mois d'avril le ratio de départ a atteint 1000 à 2000 départs par jours, dont la majorité se sont effectués hors des cadres organisés par le gouvernement de Damas et la Russie, préférant les connexions politiques et les réseaux de contrebandiers[1]. En effet, le HRC estime que le Régime de Damas entrave le droit des civils à un retour volontaire, dans la sécurité et la dignité (enlèvements, détentions arbitraires, disparitions, saisie de biens), qui s'ajoutent à la destruction des infrastructures vitales et le manque de service dans les zones de retour, ne permettant pas un retour durable des déplacés[2].

De plus, les agences onusiennes ou autres acteurs humanitaire n'ont qu'un accès limité aux centres collectifs de Homs qui accueillent des résidents de Rukban ayant choisi de rentrer, il n'est donc pas évident de contrôler si les droits et la protection des rapatriés sont respectés[3].

LES PRINCIPALES PEURS DES RÉSIDENTS DE RUKBAN POUR LE RETOUR SONT :

Les coûts :

En juillet 2018, le HCR indique que les coûts de transport sont un frein à certains départs. Les coûts varieraient selon l'itinéraire choisi : de 50000 à 150 000 SYP (100-300 USD) pour un déplacement à Al Mansoura en motocyclette et contourner les contrôles ; 2-300 000 SYP (400 à 500 USD) vers Rural Homs en contournant le centre de contrôle de Dumayr ; 20 000-100 000 SYP (40-200USD) pour aller vers Homs via Dumayr[4].

La peur de la conscription militaire

Pour les hommes et leurs familles, c'est une préoccupation majeure[5].

La peur des arrestations arbitraires:

Notamment dans les centres d'hébergements à Homs. Selon certaines sources, une centaine d'hommes rapatriés de Rukban auraient été détenus en décembre 2019 par les forces gouvernementales à leur arrivée à Homs[6].

Les conditions de vie après le retour :

il manque des services sur les lieux de relocalisation et des conditions de vie meilleures qu'au sein du camp de Rukban ne sont pas assurées.

La peur de l'expropriation:

Dans le cadre de la Loi 10 mise en place par le gouvernement syrien en 2018. Cette loi donnait aux syriens déplacés 1 mois pour récupérer les biens laissés ou abandonnés pendant la guerre ou ils devaient céder leur propriété à l'Etat. Pour cela, les déplacés devaient apporter les documents officiels justifiant leur propriété, documents que la plupart des déplacés ont perdu lors de leur fuite. Le délai a été allongé à 1 an, jusqu'en novembre 2019[7].

NOTES:

[1] School of International and Public Affairs (SIPA), Columbia University, Rukban. Policy recommendations for the United States Embassy in Amman, Mai 2019.

[2] UNHRC, Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, 31 Janvier 2019, p.15.

[3] Rapport de l'Université de Columbia, SIPA, op.cit.

[4] UNHCR, Situation Update at the North-East Border, Juillet 2018, p.2.

[5] Ibid, p.1.

[6] Scott Lucas "Syria Daily: Activists —Regime Seizes 174 of Rukban Camp's Men", EA WorldView, 15 décembre 2019. Consulté le 25/06/2020. url: <https://eaworldview.com/2019/12/syria-daily-activists-regime-seizes-174-of-rukban-camps-men/>

[7] Rapport de l'Université de Columbia, SIPA, op.cit. p.21; Sur ce sujet voir également "Property rights: maintained by international conventions and violated by Syrian regime's laws", Enab Baladi, 14 Juin 2020. Consulté le 29/06/2020. url : <https://english.enabbaladi.net/archives/2020/06/property-rights-maintained-by-international-conventions-and-violated-by-syrian-regimes-laws/>

REFOULEMENT DE SYRIENS VERS RUKBAN

La Jordanie procède au refoulement de syrien depuis des années mais depuis l'été 2020, le gouvernement jordanien aurait renvoyé des syriens vivant dans le camp d'Azraq vers le camp de Rukban. Selon certains membres de l'autorité civile de Rukban, 39 personnes auraient été refoulées à Rukban entre juillet et septembre 2020 [1]. Ces syrien seraient accusés ou condamnés pour des crimes en Jordanie. Cependant les refoulement se sont produites sans procès ni procédure légale particulière [2]. Le 10 août dernier, les autorités jordaniennes auraient transféré de force à Rukban au moins 16 réfugiés syriens, dont huit enfants âgés de quatre à 14 ans [3]. Des agents de la Sûreté générale jordanienne auraient confisqué leurs cartes de séjour jordanienne avant de les expulser vers Rukban sans explication ni droit de récupérer leurs biens[4]. Certaines familles vivaient dans le camp d'Azraq depuis près de 5 ans.

Selon Amnesty Internationale il s'agit là de graves violations des droits de l'homme et du droit international:

" Le gouvernement jordanien doit respecter ses obligations internationales, y compris le devoir de respecter le principe de non-refoulement " [4].

Marie Forestier, chercheuse d'Amnesty International sur les droits des réfugiés et des migrants

NOTES:

[1] Madeline Edwards and Omar al-Homsi (pseudonym of a Syrian journalist living in Rukban camp), "Jordan returns refugees to desolate Syrian border camp, rights groups cry foul", *The New Humanitarian*, 16 september 2020.

url:

<https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/09/16/Jordan-expels-syrians-rukban-refugee-camp>

[2] Ibid

[3] Amnesty International, "Jordan: Stop forcible transfer of Syrian refugees to a no-man's land in the desert", 15 september 2020. Url: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/jordan-stop-forcible-transfer-of-syrian-refugees-to-a-no-mans-land-in-the-desert/>

[4] Ibid